

Enterrons la Françafrique !

Le sommet France-Afrique de Paris, les 20 et 21 février, a été dominé par les deux crises évoquées dans notre éditorial précédent : le projet de guerre en Irak et l'incertaine suspension de la guerre en Côte d'Ivoire.

La première crise n'est pas africaine, mais mondiale – un monde que veut forger un clan parvenu à la tête de l'hyperpuissance américaine, elle-même prise de vertige par l'évanescence ou l'insuffisance des contrepoids. L'Afrique est aussi concernée par les conséquences incalculables de cette conduite hégémonique en état d'ivresse. Sauf le Rwandais Kagame (trop busho-dépendant), elle a acquiescé aux prudences de l'exécutif français – plus en phase avec l'opinion mondiale que certains leaders européens otanisés.

Pour la première fois, cette opinion s'est donnée à voir, la « société civile mondiale » s'est manifestée en masse : dix millions de personnes dans les rues contre le permis illimité de « guerre préventive » requis par le shérif de l'économie-monde, contre une logique de « guerre des civilisations ». Nous en étions.

Jacques Chirac et Dominique de Villepin se sont retrouvés en position d'incarner, au Conseil de sécurité des Nations unies, la « sagesse » de la « vieille Europe ». Les va-t'en-guerre américains rêvent de le leur faire payer. Ils se réjouissent de voir la France empêtrée dans la crise ivoirienne. Et Laurent Gbagbo, qui ne veut pas du partage du pouvoir convenu dans l'accord de paix de Marcoussis, fait brandir des drapeaux américains par ses partisans.

Les fondements de cet accord, unanimement avalisé par le Conseil de sécurité, sont difficilement contestables. Au terme des négociations de Marcoussis, toutes les parties en présence s'étaient félicitées d'un compromis sur les modalités de la citoyenneté, du droit de vote et de propriété, plus conformes à la déclaration universelle des droits de l'Homme. Ce qui rappelait le côté discuté des pratiques antérieures, dont l'élection de Gbagbo, et donc supposait un gouvernement de transition...

Écrit dans le sillage immédiat de Marcoussis, notre éditorial précédent sous-estimait le refus de toute concession constitutionnelle par le camp Gbagbo (craindrait-il de perdre un scrutin honnête ?), et sa capacité à saboter l'accord. Ce qui a été ensuite monté en épingle comme des maladresses de l'« arbitre » français et du porte-parole rebelle, Guillaume Soro, est aussi largement imputable aux dribbles du Président ivoirien : il excelle, on le sait, à précipiter ses adversaires vers de fausses ouvertures.

La presse a salué son génie tactique. Mais cela a supposé de radicaliser encore ses partisans. Avec le risque d'une impasse stratégique, et tragique : l'impossibilité d'un nouveau compromis, qui adapterait Marcoussis (dans la composition du gouvernement de transition, notamment), et donc la relance d'une guerre sans merci. Ce à quoi aspirent trop d'esprits échauffés.

Combattre Marcoussis, c'est combattre le tandem Chirac-de Villepin, qui a imposé cette négociation. Ce serait aussi combattre la Françafrique, dont Chirac est le prince héritier, et qui n'est certes pas indifférente à la préservation de ses intérêts en Côte d'Ivoire. Aussi les partisans de Gbagbo nous reprochent-ils vivement de ne pas épouser leur combat.

Mais *Survie*, nous l'exposerons en ces *Billets*¹, estime devoir hiérarchiser les priorités : la « patrie » que revendiquent les nationalistes d'Abidjan est discriminatoire, l'ivoirité conduit à l'apartheid, les médias de la haine peuvent devenir des armes de destruction massive. La fin ne justifie pas les moyens, certains adversaires de la Françafrique peuvent employer des méthodes qui feront en réalité le malheur de leur pays et de l'Afrique. Sékou Touré fut d'abord une victime de la Françafrique, mais ses méthodes ont-elles, par la suite, fait progresser politiquement la Guinée ? Dans un autre registre, le révolutionnaire Mengistu a-t-il fait progresser la justice en Éthiopie ?

La Françafrique s'est invitée pendant deux jours au Palais des Congrès. Contre ses dictateurs, parfois criminels contre l'humanité, nous avons organisé avec une soixantaine d'organisations la première manifestation panafricaine depuis des décennies : malgré la peur souvent justifiée d'afficher son opposition, près de quatre mille manifestants ont défilé de la place de la République à l'église Saint-Bernard. Togolais en tête : la réélection programmée d'Eyadema contredit à elle seule tous les discours sur « le nouveau partenariat » et « la fin de l'impunité ».

Comme en 1994 et 1998, nous avons ménagé avec *Agir ici* « un autre sommet pour l'Afrique ». Le groupe des Verts de Paris nous a obtenu un cadre inespéré : l'auditorium de l'Hôtel de Ville. Nos invités y ont démonté le langage politiquement correct du Sommet officiel sur le partenariat (NEPAD) et sur l'impunité (à géométrie variable). Le traitement très insuffisant de la dette et du sida a contraint de réexaminer les campagnes en cours. La criminalité des multinationales a été scrutée, de même que les stratégies de privatisation promues par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

Il y a près de 45 ans, la Françafrique inaugurerait son règne néocolonial en assassinant le grand leader indépendantiste camerounais Ruben Um Nyobé. Le 20 février, son fils Daniel est venu clôturer le « plaidoyer pour la démocratie » qui achevait « l'autre Sommet ». Son message : « *Enterrons la Françafrique !* ». Obligeons-la à fermer ses réseaux invouables, désormais largement démasqués.

1. Voir en p. 3-4 la position commune de *Agir ici* et *Survie* sur la crise ivoirienne : dans *Ils ont dit*, le commentaire d'une interview de J.F. Bayart au *Nouvel Observateur*, puis le point de vue de M. Giro.

SALVES

Égaut ?

Jacques Chirac a proposé aux 52 délégations africaines présentes au Palais des Congrès, dont 42 chefs d'État et de gouvernement, de traiter désormais leurs pays « d'égal à égal ». Chiche !

On pourrait par exemple :

- céder à l'Union africaine l'un des deux sièges permanents de l'Union européenne au Conseil de sécurité ;
- partager la différence entre le prix de revient global du litre d'essence et son prix à la pompe, ce qui triplerait au moins le budget de pays comme le Congo-B, l'Algérie, l'Angola, etc. et permettrait d'y assurer des services publics de qualité ;
- lever le Secret Défense sur les commissions de Total et Elf ;

- mener des enquêtes publiques sur la pollution des sols et de l'eau autour des mines d'uranium au Niger, des mines d'or au Mali, etc. ;
- appliquer les règles européennes anti-monopole à Bolloré et Air France (transports), Total (distribution de carburants), Bouygues (BTP), Castel (boissons)... et la Corsafrique (jeux, paris et casinos) ;
- supprimer le visa entre les Comores et Mayotte, illégal en droit international ;
- exiger politesse et diligence des services des consulats et préfetures chargés de délivrer des papiers aux étrangers ;
- payer au taux français les pensions des Africains qui ont combattu pour la France. Etc., etc.

Couac

Le groupe du parti chiraquien (**UMP**) au Conseil de Paris a protesté contre l'organisation de « l'autre sommet pour l'Afrique » à l'Hôtel de Ville, transformé en « *forum d'agitation permanent* ». Ce communiqué a suscité une polémique avec la majorité municipale, et attiré un peu plus l'attention des médias sur l'expression de nos « contre-voix citoyennes » – dont les débats seront publiés au printemps chez Karthala.

Mugabe qui cache la forêt

Sujet imposé par les médias à propos du Sommet France-Afrique : l'invitation du président zimbabwéen Robert Mugabe. Il a fallu rappeler qu'au départ, le Sommet France-Afrique ne comportait que des Présidents non ou mal élus ; que donc l'invitation des dictateurs est une vieille "tradition" ; qu'un quart seulement des chefs d'État africains est issu d'une élection incontestable ; et qu'une demi-douzaine au moins de chefs d'État francophones conviés au Palais des Congrès pourront être inquiétés au terme de leur mandat pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre ou tortures : ceux du Congo-B, du Tchad, de Mauritanie, du Togo, de Djibouti, de Tunisie... (le Centrafricain Patassé fait déjà l'objet d'une plainte à la Cour pénale internationale). Pourquoi les médias français ne s'intéressaient-ils qu'à l'anglophone Mugabe ?

Certes, il est fort peu recommandable : il a commis jadis des crimes contre l'humanité au Matabeleland, et il livre maintenant à la famine cette région hostile. Aujourd'hui la cible des médias britanniques, Mugabe était célébré hier pour sa « modernité », malgré des massacres ethniques. Désormais il s'attaque aux Blancs et à leurs terres : l'intention est démagogique, l'opération est clientéliste, mais le problème des terres est réel. La maladresse des diatribes britanniques contre Mugabe est en train d'en faire un héros populaire de l'émancipation africaine. Ce qui est franchement contre-productif.

Et les médias français d'embrayer. Cela leur évitait de parler du Congolais **Sassou Nguesso**, par exemple – un familier de Chirac. Et d'entendre le témoignage bouleversant, durant « l'autre sommet », d'un rescapé des « disparus du Beach » – au moins 353 jeunes Congolais assassinés. Le miraculé, qui a rampé parmi les cadavres, estime à près de 1 200 le nombre des victimes. Le colonel Marcel Touanga, père de l'une d'entre elles, a entendu un militaire répercuter l'ordre de tuer « *tous ceux du Sud* ». Ce qui, d'un point de vue juridique, confirme le caractère génocidaire du massacre.

Après-Marcoussis

Selon le gouvernement **ivoirien**, les émeutes déclenchées à Abidjan au lendemain de l'accord de Marcoussis venaient de l'annonce, par le leader de la rébellion Guillaume Soro, de l'octroi à celle-ci des ministères de la Défense et de l'Intérieur – une « *provocation* ».

Mais dès le départ Laurent Gbagbo a brouillé le jeu, cherchant à empêcher ou retarder la constitution d'un gouvernement où il aurait dû négocier avec d'autres des questions aussi sensibles que la nationalité, les listes électorales, les forces de sécurité. Le rééquilibrage du pouvoir convenu à Marcoussis signifiait, semble-t-il, le choix d'un Premier ministre du bord opposé : en l'occurrence Henriette Diabaté, personnalité politique modérée, n° 2 du principal parti d'opposition, le RDR d'Alassane Ouattara. Gbagbo a récusé ce choix. Préférant un Premier ministre plus neutre (Seydou Diarra), il a paru acquiescer à des compensations en termes de répartition des ministères. Mais l'ouverture était un leurre : ceux qui ont cru pouvoir s'y engouffrer ont fourni la « *provocation* » dont le clan présidentiel avait besoin pour lancer les casseurs.

En réalité, la stratégie de blocage de l'accord était déjà mûrie : taxer d'inconstitutionnalité ses principales dispositions. Or c'est justement la Constitution qui faisait problème, et qu'il était convenu de faire évoluer. S'il parvenait à s'imposer en garant d'une Constitution présidentialisée, Gbagbo gardait de fait tout le pouvoir, annulant ainsi les résultats de Marcoussis...

Les émeutes et manifestations à Abidjan apparaissent programmées et minutieusement organisées. Le pouvoir joue comme d'un organiste des différentes composantes de ses soutiens. La presse fournit les partitions – sur différents registres, du soigné à l'ordurier. Jusqu'au ciblage des opposants, avant le passage éventuel des escadrons de la mort. La manœuvre est "parfaite", elle paraît maîtrisée. Sauf que le terrain est totalement instable, que le pays et la région peuvent basculer d'un moment à l'autre. Ce qui les retient encore ? L'armée française... placée dans une position de plus en plus paradoxale.

Peu à peu arrivent les contingents ouest-africains. Le fait qu'ils aient, avec les militaires français, reçu le mandat onusien de faire appliquer Marcoussis a quelque peu changé la donne. Mais plusieurs des acteurs en présence conservent la possibilité de faire sauter la poudrière.

Position commune d'Agir ici et Survie sur la Côte d'Ivoire à la veille de « L'autre sommet pour l'Afrique » 18 février 2003

L'appel *Côte d'Ivoire, prévenir le pire* a recueilli en décembre 2002 les signatures d'un éventail inédit d'associations françaises de solidarité internationale et de défense des droits de l'Homme. C'est le signe d'une attention particulière de la société française sur le sort de ce pays, et d'une vive inquiétude. Nous appelons la communauté internationale, et en particulier la France, à prendre ses responsabilités pour empêcher un déchaînement de violence aussi menaçant qu'imprévisible dans son ampleur.

Nous reconnaissons qu'entre la fin septembre 2002 et la conclusion des accords de Marcoussis, les autorités françaises ont plutôt agi dans le bon sens : s'interposer (*de facto*, personne d'autre que l'armée française ne le pouvait), faire pression pour une solution politique, la seule capable d'éviter un déferlement incontrôlable de violence et de ménager l'avenir. Nous nous félicitons que ces options aient abouti début janvier à un cessez-le-feu relativement respecté, puis à des négociations politiques où ont été abordés au fond les principaux problèmes politiques minant la Côte d'Ivoire. La position d'arbitre de la France peut être ressentie comme une humiliation par beaucoup d'Africains. Elle correspond cependant à un état de fait (une décolonisation de façade), dont il s'agit de sortir : si une situation périlleuse incite notre pays à proposer aux parties en conflit de rechercher de nouvelles règles du jeu politique, acceptables par une très grande majorité des habitants de la Côte d'Ivoire, cet appui ponctuel ne peut être a priori récusé, dans un contexte de regrettable déficience des instances africaines.

Toutefois, la gestion chaotique de l'après-Marcoussis montre que, chez toutes les parties en présence, et l'"arbitre" lui-même, existent des courants et stratégies qui visent à la mise en échec des accords, directe ou indirecte (de trop habiles distorsions par rapport aux intentions proclamées).

Les extrémistes des divers camps ivoiriens attisent l'envie d'en découdre par une propagande vantant leur « légitimité » et leurs intentions démocratiques. On peut douter en général de la guerre civile comme moyen d'approcher ces objectifs, surtout si l'on se réfère à des expériences récentes (Rwanda, Liberia, Sierra Leone, les deux Congo...). Dans le cas ivoirien, ces prétentions sont décrédibilisées par la révélation des exactions commises contre les civils et par le caractère inavouable de certaines ressources militaires des belligérants. Les diplomates et les parties en conflit sont souvent partisans d'occulter ce côté sombre de la guerre. C'est ne pas faire justice aux victimes, mais c'est aussi ne pas user d'un moyen de pression souvent efficace sur les bellicistes. En maints conflits récents, des enquêtes internationales sur les crimes commis ou les réseaux criminels de fournitures d'armes ou de mercenaires ont concouru à rabattre les prétentions des plus intransigeants.

Du côté du gouvernement ivoirien, on entend compenser une faiblesse militaire par un cocktail de mobilisation « nationaliste » (avec une conception très restrictive de la nationalité) : médias de la haine, désignation d'« ennemis du peuple », enrôlement de jeunes « patriotes » sur une base ethnique, foules menaçantes – la menace étant au besoin exécutée dans l'ombre par des escadrons de la mort. C'est un cocktail très voisin, assorti d'une décrédibilisation du leadership politique, qui mena le Rwanda jusqu'au génocide. Nous ne pouvons que dénoncer cette approche extrêmement dangereuse, dût-elle se draper dans un rejet largement justifié de la Françafrique : l'instrumentalisation de la xénophobie, de l'ethnisme, voire des différences religieuses, n'est sûrement pas, selon nous, le meilleur moyen de conquérir une indépendance confisquée. D'autre part, loin de corriger une élection présidentielle douteuse par une pratique d'union nationale, cette stratégie ne cesse d'affaiblir la légitimité relative du pouvoir abidjanais, à l'extérieur comme dans une partie du pays.

Les Nations unies ont eu raison, par une résolution unanime, de situer ce pouvoir à sa juste place, de lui signifier sa légitimité partielle – d'autant plus précaire qu'il continuerait à menacer de mort ses adversaires politiques, d'autant moins contestée qu'il accepterait de présider à l'édification d'une citoyenneté et d'une démocratie ivoiriennes non biaisées.

Les chefs rebelles, sachant le contexte hautement inflammable des antagonismes identitaires, tant dans certains quartiers urbains qu'en de nombreux villages, ont pris un risque injustifiable. Il y avait d'autres moyens que la guerre civile de combattre pour la justice, la citoyenneté, la démocratie. Et ils ont accepté de prendre appui, militairement et financièrement, sur un « consortium de Ouaga » à la longue histoire criminogène.

Cette alliance a été fondée en 1987, par l'assassinat de Thomas Sankara, entre certains réseaux françafricains, le régime libyen, et leurs affiliés burkinabè et libérien, Blaise Compaoré et Charles Taylor. Elle a sponsorisé fin 1989 le déclenchement de la guerre civile au Liberia, une véritable « entreprise de guerre », menée par le *warlord* Taylor, qui a ravagé ce pays et l'a constellé d'atrocités, se finançant sur ses matières premières. Deux ans plus tard, elle a lancé une « filiale », le RUF de Foday Sankoh, à l'assaut de la Sierra Leone : on sait la surenchère dans la terreur qui s'en est suivie (enfants-soldats drogués, viols, mutilations, etc.). Tandis que le MPCl ivoirien entend faire reconnaître son sens de la responsabilité, il s'est allié à un autre mouvement rebelle, le MPIGO, qui a très largement recours aux ex-enfants-soldats des guerres civiles libérienne et sierra-léonaise, avec la participation probable du criminel contre l'humanité Sam Bockarie, ancien adjoint de Sankoh. Résultat : on a assisté, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, aux prémices des exactions dont le RUF s'est rendu coupable en Sierra-Leone.

Malgré tout, le MPCl a obtenu une certaine forme de légitimité en capitalisant les frustrations d'une part importante de la population ivoirienne, niée dans sa citoyenneté par le discours et les pratiques de l'« ivoirité » : déni de nationalité et de droit de vote, cartes d'identité déchirées, vexations systématiques à l'égard de patronymes du Nord. Mais son combat n'a qu'un moyen de se rendre acceptable : privilégier, dans l'esprit des accords de Marcoussis, un processus démocratique dissocié de la pratique de ses sponsors et alliés étrangers – une Mafiatique, adepte invétérée de la criminalité politique et de la déstabilisation des pays africains.

Quant à la France, si nous approuvons certaines de ses initiatives récentes en Côte d'Ivoire, force est de constater qu'elles prennent la suite d'un formidable « échec » : pendant quatre décennies, la France officielle et ses réseaux officieux ont géré les finances et l'armée ivoiriennes. L'image d'un pays en faillite, paupérisé, avec une armée décomposée, doit inciter l'arbitre de circonstance à se départir de toute arrogance. Ce dernier pousse aujourd'hui à un pacte fondateur de la Côte d'Ivoire après avoir longtemps contrecarré l'émergence d'un État démocratique, et avoir ignoré depuis une décennie les signaux de dégradation rapide de ce pays. Il n'est peut-être pas trop tard pour bien faire, mais le passif est lourd.

D'autre part, une nébuleuse industrielle française voyait ses monopoles néocoloniaux menacés par la politique d'appels d'offre pour les marchés publics, un aspect potentiellement émancipateur de la politique du gouvernement ivoirien. Ces intérêts pèsent lourd, eux aussi.

L'armée française étant prise « entre deux feux », et la forte communauté française étant vulnérable, la France a quelques raisons de se montrer « vertueuse », c'est-à-dire un arbitre impartial promouvant les conditions d'une réconciliation. Cela suppose, entre autres, qu'elle ne se montre pas sélective dans la dénonciation des tares de chacun : il ne faut pas choisir les charniers ; s'il faut sans conteste dénoncer les escadrons de la mort aux ordres du pouvoir abidjanais, il faut aussi dénoncer les soutiens inqualifiables des rebelles.

La trop évidente satisfaction de Blaise Compaoré après Marcoussis est le signe qu'il bénéficie encore d'excessives complaisances dans les officines françafricaines, toujours branchées sur l'Élysée. Il faudra bien, au Palais, que l'on se dissocie de ces partenaires mafieux pointés par le Quai d'Orsay. La schizophrénie ne sied pas à un arbitre. L'absence, dans les accords de Marcoussis, d'une demande d'enquête sur les foyers de guerre constitue un silence gênant, reflet sans doute de divergences réelles, au sein du pouvoir français, entre les défenseurs des intérêts françafricains et ceux qui semblent partager la volonté de rénover les relations entre la France et ses anciennes colonies.

Renouvelant les demandes émises par les signataires de l'appel *Côte d'Ivoire : prévenir le pire*,

- nous demandons, après la brève mission d'information menée par les Nations unies sur les exactions en Côte d'Ivoire, une véritable enquête internationale sur les crimes commis depuis début 2000.
- nous demandons que les Nations unies procèdent, comme pour le Congo-Kinshasa, à une enquête sur l'armement des belligérants et ses financements illicites.
- nous demandons à la France de hâter le vote définitif du projet de loi sanctionnant le mercenariat, puisque des mercenaires français se sont trouvés engagés dans une opération militaire suivie d'un massacre.
- nous souhaitons que l'accompagnement de la crise ivoirienne, sous mandat de l'ONU, redevienne le plus possible de la responsabilité des instances africaines – notamment la CEDEAO, dont le président John Kufuor, chef de l'État ghanéen démocratiquement élu, n'est pas issu du sérail françafricain.
- nous demandons que les acteurs de la société civile *indépendants* des partis politiques soient reconnus formellement comme participants au processus de reconstruction d'une paix durable en Côte d'Ivoire.

La mise en œuvre d'une paix durable et l'instauration d'une vraie démocratie appartiennent en effet en priorité aux Ivoiriens : plus ils s'approprient le règlement pacifique de la crise, plus se réduira le poids des ingérences extérieures. Il y aura grand besoin des ressources de sagesse, de solidarité et de prospective de la société civile pour contrecarrer certaines stratégies mortifères de conquête du pouvoir – d'une Côte d'Ivoire perçue comme un butin.

Nous allons pour notre part continuer à favoriser les débats et le dialogue entre les Ivoiriens. Et informer sur les obstacles opposés à la sortie de crise par les intérêts et calculs de toute nature, français y compris.

Criminalités cachées

Personne ne doute plus que les escadrons de la mort soient directement rattachés au couple Gbagbo. Cela a beaucoup contribué à la décision de l'ONU, très défavorable au pouvoir ivoirien. Les supporters de ce dernier font remarquer que les rebelles, surtout ceux de l'Ouest, ont eux aussi un casier criminel chargé. Mais, il faut le constater, les escadrons de la mort minent complètement la position politique d'un camp dont la légitimité devrait être le point fort. S'il avait fait condamner les responsables du charnier de Yopougon, en 2000, et s'était dispensé de ces tueurs de l'ombre, Laurent Gbagbo serait aujourd'hui dans une toute autre position diplomatique.

De deux choses l'une :

– si Gbagbo joue essentiellement la carte de la mobilisation populaire, celle de la terreur nocturne n'est pas vraiment nécessaire, son emploi superflu dénote une irrationalité déroutante, qui irradie la défiance ;

– si cette carte de la terreur fait partie d'une stratégie globale, c'est plus inquiétant encore.

Dans les deux cas, on comprend mal comment le Monsieur Afrique du Parti socialiste, Guy Labertit, peut se vanter d'avoir « *dîné tous les soirs ou presque* » avec son ami Gbagbo lors du passage de ce dernier à Paris, fin janvier (*Libération*, 10/02/2003).

Côté chiraquien, à l'inverse, on est décidément très discret sur les exactions des rebelles. De même, l'on ne dénonce pas l'ingérence directe des voisins Blaise Compaoré et Charles Taylor. Malgré ses crimes contre l'humanité, ce dernier reste très ménagé, comme jadis les Khmers rouges, au nom d'une certaine Realpolitik. La participation à la rébellion ouest-ivoirienne de jeunes vétérans des aventures tayloriennes, au Liberia et en Sierra Leone, est l'assurance d'une horreur non pas cachée, mais ouverte. Avec leur déferlement début janvier, « *la région de Toulepleu est devenue un enfer pour les civils* », témoigne un chauffeur de camion (RFI, 31/01/2003). Pourquoi cette horreur-là n'est-elle pas davantage documentée ?

Ténèbres centrafricains (suite)

Si le dialogue national promis par le président centrafricain Ange-Félix Patassé échoue, « *ce sera un bain de sang sans précédent* », a déclaré le 1^{er} février Mgr Paulin Pomodimo, président de la Conférence épiscopale et coordonnateur de ce dialogue. Comme son homologue ivoirien, Patassé renâcle cependant devant une négociation qui pourrait rogner le peu de pouvoir qui lui reste : « *Il n'a plus le temps de jouer et il le sait.* », poursuit l'évêque. « *Le pays n'existe plus en tant qu'État.* » Et l'espérance de vie a reculé de 50 à 44 ans.

Devançant Gbagbo, Patassé fait l'objet d'une plainte devant la Cour pénale internationale. Mais le Centrafrique mobilise dix fois moins que la Côte d'Ivoire. La demande d'un « Marcoussis 2 » pour ce pays, présentée par le journal *Le Citoyen*, a bien peu de chances d'aboutir.

La France s'est contentée d'équiper et transporter moins de 400 soldats des pays d'Afrique centrale, qui auront du mal à éviter le bain de sang. Pas plus que la petite armée "privée" de Paul Barril, qui s'est mis à recruter des "auxiliaires" parmi les enfants désœuvrés de Bangui... (AFP, 07/01/2003).

L'obstiné de Kin

Le médiateur de l'ONU Moustapha Niasse reprend inlassablement son ouvrage : coincer malgré eux dans les accords de paix de Pretoria les acteurs bellicistes de l'interminable guerre du **Congo-K**. Comme en Côte d'Ivoire, les défis à relever sont la Constitution, une « armée restructurée », la sécurité des rebelles qui rejoindraient dans la capitale les institutions de transition, et la garantie d'un « suivi » international.

Tel est du moins le programme officiel. Niasse a raison de « prendre au sérieux » les accords de Pretoria. Certes, des conflits sans nom et sans fin se poursuivent dans les provinces orientales de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Mais ne pas progresser pragmatiquement vers la mise en œuvre des accords de Pretoria reviendrait à accepter de rester indéfiniment dans la guerre.

Que peut-on faire en ces conflits périphériques, mortelles spirales nées de la dissolution du Zaïre ? Même dénoncer les logiques et les acteurs pervers ne suffit pas. Par contre, le processus de paix de Pretoria finira peut-être par enclencher une dynamique politique qui, à son tour, pourrait marginaliser peu à peu les conflits en question. C'est le seul espoir.

Nous aimerions pour notre part aller plus loin dans l'information (et nous lançons un appel à contribution) : mieux cerner, à l'échelle du pays, les forces de destruction et celles de construction internes et externes, pour contribuer à discréditer les premières et encourager les secondes. Nous aimerions aussi savoir plus précisément à quoi joue la France dans ce Congo-là, qui l'a toujours beaucoup intéressée. Mais là, c'est le *black out*.

100 % Eyadema

Après avoir révisé la Constitution pour permettre au général Eyadema de se représenter indéfiniment à la Présidence, le Parlement monocolor **togolais** a modifié le 6 février le Code électoral pour verrouiller un système à 100 % infaillible. Le ministère de l'Intérieur en sera la clef de voûte. Plus question des états d'âme d'une quelconque commission électorale indépendante, qu'il avait fallu dessaisir en 1998.

Pour plus de sécurité encore, Kpatcha Gnassingbé, l'un des fils du Président, a ramené de Paris le 8 février « une équipe de spécialistes français en organisation électorale » (*La Lettre du Continent*, 13/02/2003). De ceux qui ont concouru depuis douze ans au trucage de plus de cinquante scrutins majeurs en Afrique francophone...

Au moins, le sens du scrutin sera clair. Par contre, l'avenir du Togo est très sombre. Les parlementaires ne veulent pas le savoir, mais ils ont du même coup verrouillé et obturé une cocotte-minute.

Chantage à Brazzaville

Le Président congolais Denis Sassou Nguesso mijote un mixte de deux colères : une grosse et une feinte. L'affaire des « disparus du Beach », qui prend une ampleur humaine et judiciaire de plus en plus considérable, commence à l'agacer au plus haut point : elle mine sa propagande, elle compromet les voyages en France de plusieurs proches, elle menace à terme la paix de ses vieux jours – sauf à les accrocher au pouvoir.

Avec TotalFinaElf, partenaire d'un quart de siècle, les comptes ne sont jamais clos, mais ils sont toujours pipés : Sassou fait semblant de demander plus pour son pays, en vue d'obtenir davantage sur ses comptes privés. Il existe une grande variété d'alibis techniques et financiers pour parvenir à ce résultat. Mais il faut de la mise en scène.

En l'occurrence, Sassou sait bien qu'Elf a escroqué le Congo-B avec Lissouba. Il lui réclame donc 500 millions de dollars de dédommagement. Mais comme cette négociation de théâtre ne faisait pas assez de bruit, il l'a transformée en farce devant son Parlement : il a soumis à ce dernier deux projets de loi favorables aux comptes d'exploitation du groupe pétrolier français, pour

que les députés s'offrent le luxe d'un rejet ostensible ! « *La preuve que tout se fait dans la transparence* », se réjouit le ministre de la Communication...

C'est bien la première fois qu'une Assemblée aux ordres désobéirait à son maître ! À quoi s'ajoute un contrôle fiscal corsé de TotalFinaElf. Commentaires des médias sassouistes (voir *À fleur de presse*) : le Président est vraiment en colère, il irait même jusqu'à céder son pétrole aux Américains... Mais un autre message passe en parallèle : étouffez les procédures judiciaires dans l'affaire du Beach. En plus direct à Chirac : « *Si je peux manipuler mon Parlement, tu peux bien manœuvrer ta justice.* »

Coup d'État aux Comores ?

Le conflit de légitimité paraît inéluctable dans l'île principale de l'archipel comorien, la Grande Comore. Seul un scrutin biaisé a permis au colonel putschiste Azali de se faire élire président de la confédération (l'Union des Comores). En face de lui, il trouve le président démocratiquement élu de la Grande Comore, Abdou Soulé Elbak, qui entend exercer les compétences dévolues par la Constitution à chacun des trois exécutifs insulaires.

Azali, lui, n'entend pas perdre une once du pouvoir qu'il avait obtenu de force avant le vote de la constitution confédérale. Pendant qu'Elbak était en pèlerinage à La Mecque, il a fait arrêter deux de ses ministres et une douzaine de gendarmes, pour tentative de coup d'État.

À quand le premier Président démocratiquement élu de l'Union des Comores ? La France laissera-t-elle enfin s'émanciper l'archipel ? Ou y conservera-t-elle un proconsul pour geler la revendication de Mayotte, l'île qu'elle a arrachée en 1975 à ses sœurs comoriennes ?

Cachez ce que vous touchez

Aussi bien en cour à Washington qu'à Paris, le cruel dictateur **équato-guinéen** Teodoro Obiang Nguema, concierge d'énormes gisements de pétrole, a planqué entre 300 et 500 millions de dollars de pourboires sur un compte "familial" à la Riggs Bank de Washington (ou plutôt sa filiale très select Dupont Circle) (*Los Angeles Times*, 21/01/2003). De quoi payer un solide appareil de répression, sicaires et mercenaires.

Cette information rajoute de l'huile dans les rouages de la campagne *Publish What You Pay* (Publiez ce que vous payez), à l'adresse des compagnies pétrolières et minières : les redevances sur les produits du sous-sol d'un pays donné doivent aller sur les comptes officiels de ce pays, non sur les comptes privés de ses dirigeants, d'autant plus enclins à brader les intérêts nationaux.

Lancée par l'ONG britannique *Global Witness*, cette campagne a désormais un impact international remarquable (www.publishwhatyoupay.org). *Survie* en a été l'un des premiers signataires en France, où le Secours catholique s'est tout spécialement impliqué (www.secours-catholique.asso.fr) – à la fureur des Obiang Nguema, Sassou Nguesso et Cie : si on ne peut plus partager l'argent du pétrole avec les étrangers, à quoi sert de conquérir si durement le pouvoir, puis de s'y maintenir par le fer et le feu ?

Instructif Van Ruymbeke

En vue du procès qui se tiendra à partir du 17 mars, le juge Renaud Van Ruymbeke a résumé l'affaire **Elf** en 657 pages. Le chapitre sur « la stratégie africaine de l'entreprise » décrit les différents modes de financement des chefs d'État amis : bonus, abonnements, préfinancements. Ils étaient « abonnés » pour 40 à 60 cents par baril (des dizaines de millions de dollars par an). Et cela a continué après 1997, selon le président d'Elf Trading, Frédéric Isoard.

Jack Sigolet était le grand magicien des préfinancements d'Elf. Alfred Sirven s'en est mêlé aussi. En août 1992, il « a monté un "préfi" de 45 millions \$ au Cameroun, dont 15 ont été retrouvés sur ses comptes » (*La Lettre du Continent*, 13/02/2003). Un beau cas de nullité de la dette !

La FIBA, banque des valises à billets d'Elf, avait des liens étroits avec le Crédit foncier de Monaco, une banque très appréciée des présidents gabonais et congolais. Et des amis de Charles Pasqua.

Rififi néogaulliste

Il se confirme que l'Angolagate fut un épisode-clé de la « guerre des anciens et des modernes » au sein de la nébuleuse néogaulliste. D'un côté **Charles Pasqua** couvre par un courrier les ventes d'armes de son bras droit Jean-Charles Marchiani à un pays, l'Angola, en pleine guerre civile (au nom de « *l'action de la France* » dans la région). De l'autre, **Alain Juppé** s'indigne devant le juge Courroye : « *Je l'ignorais complètement. Cela me choque profondément. C'est de la diplomatie parallèle.* »

Le commentaire de *La Lettre du Continent* (13/02/2003) confirme ce que nous suggérons récemment (*Billets* n° 111) : « Pendant ce temps, l'ancien ministre d'État Charles Pasqua s'est rapproché de son "successeur", non seulement place Beauvau mais aussi à la mairie de Neuilly : **Nicolas Sarkozy**. [...] négocie aujourd'hui son retour dans l'UMP pour un poste éligible de député européen qui le mette à l'abri de tout souci », de par l'immunité connexe.

Nicolas, depuis longtemps investi en Corse, guigne-t-il aussi ce qui reste du réseau françafricain de Charles ? Celui-ci, pendant ce temps, a bénéficié d'une série d'élections cantonales partielles et d'un article de loi sur mesure, passé au forceps (article 49-3), pour pouvoir retrouver son poste de président du Conseil général des Hauts-de-Seine sans abandonner son actuel mandat de député européen. Tout un pan de la République officielle est aux petits soins pour le doyen de la République souterraine.

Mais il ne faut pas trop parler de « *la maison Pasqua* » : Nicolas Beau, journaliste au *Canard* et auteur d'un ouvrage sous ce titre (cf. *Billets* n° 102), écope de 16 procès en diffamation ! L'abus d'une position milliardaire...

Rififi barbouzard

Divulguée dans *Libération* (19/02/2003), l'enquête judiciaire sur le putsch **mercenaire** raté aux **Comores**, fin 2001, est un nouveau missile contre les « anciens » de la Françafrrique. L'on se souvient qu'un vif conflit opposa Dominique de Villepin au Monsieur Afrique de l'Élysée, **Michel Dupuch**, à propos de Madagascar. Dupuch a dû finir par démissionner. Il fut très longtemps ambassadeur en Côte d'Ivoire, où le ministre français des Affaires étrangères rencontre quelques ronciers...

Or, révèle l'enquête, Michel Dupuch et son adjoint Frédéric Clavier « ont été en contact avec les commanditaires présumés » du putsch. Trois lignes directes de l'Élysée ont été identifiées dans les archives et agendas saisis par les juges. Saïd Hachim Achirafi, ex-ministre comorien et pivot de l'opération, se prévalait auprès de ses troupes du « *soutien* » de Dupuch. Un autre organisateur était en contact étroit avec **Maurice Robert**, qui fut le bras droit de Foccart et le patron des Services français en

Afrique. Quant au leader des 13 mercenaires, Laurent Van Pottalsberghe, il travaillait pour la **DST**...

Exclus

Au détour d'un article instructif de *Marchés Tropicaux* (07/02/2003) sur l'Agence française de développement (AFD), on apprend que ce pivot de l'aide publique a procédé à un remodelage de la Zone de solidarité prioritaire (ZSP) qui liste les 55 pays bénéficiaires de ses concours. Avec forcément l'aval du gouvernement. La ZSP a été divisée en trois groupes : 13 pays « de concentration », 12 « de coopération renforcée » et 30 où l'AFD n'interviendra « *que si une opportunité se présente, au coup par coup* ».

La liste officielle des 13 privilégiés du premier groupe n'est « *pas disponible* ». Ils appartiennent bien sûr à « l'Afrique francophone, mais pas n'importe laquelle : d'après nos informations, le **Togo**, la **Centrafrique** et le **Congo-Brazzaville** en seraient exclus. Et ce pour mauvaise gouvernance avérée, confirme un cadre de l'Agence. »

Ainsi l'on se permet, dans une officine de l'État-UMP, d'insulter la gouvernance des « frères » Eyadema et Sassou (on passe sur Patassé, qui a cessé de plaire) ! Comment les « anciens » ont-ils pu laisser passer pareil affront ? De quoi nourrir l'amertume de Jean-Paul Pigasse, le griot de Sassou, et sa nostalgie du gaullisme pétrolier (voir *À fleur de presse*).

18 juges pour la CPI

Malgré l'hostilité viscérale de Washington, la mise en place de la **Cour pénale internationale** (CPI) a franchi une nouvelle étape décisive avec l'élection de ses 18 juges. Reste celle, cruciale, du procureur – d'ici le 23 avril.

Déjà les premières plaintes surgissent, qui sans doute en freineront certains. Car l'immunité diplomatique n'existe plus face à la CPI, dès lors qu'il s'agit de crimes commis après le 1^{er} juillet 2002. Ainsi la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a-t-elle porté plainte contre le président centrafricain **Ange-Félix Patassé**. Celui-ci, pour sauver son pouvoir agonisant, a fait appel aux hordes du rebelle congolais **Jean-Pierre Bemba**, pour lesquelles le crime de guerre est le tarif d'intervention minimum.

Les mêmes milices sont accusées de crimes contre l'humanité dans leur pays, le Congo-Kinshasa, et du coup la carrière d'homme d'État que Bemba croyait acquise par les accords de Pretoria se trouve compromise... Ce ne serait pas une grosse perte pour le Congo-K ni pour la démocratie africaine. Rappelons que ce mobutiste aux financements mafieux et aux troupes si peu recommandables est soutenu par un bout de réseau franc africain : le capitaine Barril le fournirait en armes, et son banquier préféré a longtemps été un ami de Charles Pasqua, le milliardaire irako-luxembourgo-britannique Nadhmi Auchi (cf. *Billets* n° 92).

Face à l'enjeu central du lancement de la CPI, la France est dans une position paradoxale : d'un côté elle est le plus en pointe des membres permanents du Conseil de sécurité, Jacques Chirac proclame devant ses homologues africains qu'« *il est fini, le temps de l'impunité* », et il brandit la CPI à propos des escadrons de la mort de Laurent Gbagbo ; de l'autre, il reste l'un des deux seuls chefs d'État, avec le Président colombien, à avoir exigé que son pays soit exempté pour sept ans de toute accusation de crime de guerre, et il accueille pour le sommet France-Afrique une bonne dizaine de criminels contre l'humanité. Il faudra bien un jour sortir de ces contradictions.

Peut-être est-ce pour les souligner que les États adhérents à la CPI ont si mal élu le candidat de la France ? Claude Jorda, qui présida sans démeriter le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, n'a été élu que de justesse, en dix-huitième et dernière position...

Blair & Co

Tout à son projet de guerre contre l'Irak, Tony Blair a reçu fin décembre le nabab irako-britannique **Nadhmi Auchi**, l'un des pionniers de la finance parallèle mondiale depuis sa base luxembourgeoise. Auchi a beaucoup frayé, entre autres, avec Elf, Paribas et le réseau Pasqua. Trop peut-être, puisqu'il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international dans le cadre de « l'affaire Elf ». Mais la Grande-Bretagne refuse d'extrader un si talentueux intermédiaire, auquel son Premier ministre dédicaca en 1999 une œuvre d'art.

Tony Blair a dû avouer le 7 février qu'il avait distribué à la presse, le 2 février, un rapport bidonné sur la dissimulation d'armes de destruction massive par l'Irak. Censé être basé sur les informations les plus pointues des réputés Services britanniques, l'essentiel de ce rapport recopiait mot à mot (jusqu'aux fautes d'orthographe) un article publié par la *Middle East Review of International Affairs* (MERIA).

Dans sa magistrale intervention au Conseil de sécurité, le 5 février, le secrétaire d'État US Colin Powell s'est référé au « *document très intéressant* » distribué par le Royaume-Uni, « *qui décrit avec force détails les activités menées par l'Irak à des fins de tromperie* ». Des « révélations » sur des faits vieux de 4 à 12 ans. Le couple Washington-Londres paraît tellement sûr de lui qu'il ne recule pas devant des artifices dignes de l'école maternelle.

La revue MERIA est éditée par une université israélienne privée, dont l'un des principaux sponsors n'est autre que... **Marc Rich**. Ce prince des courtiers et sa société Glencore, basés dans l'un des plus sûrs asiles helvétiques (Zoug), sont, rappelons-le, des « ingénieurs financiers » hors pair – saboteurs du boycott de l'apartheid, puis, avec Paribas, fers de lance du pillage de l'ex-URSS et de l'Angola. Parmi bien d'autres exploits. On les retrouve, plus récemment, dans les coulisses de la faillite de l'usine Metaleurop et le naufrage du Prestige (cf. *Billets* n° 111).

C'est dire la fiabilité de leurs contributions à la gouvernance mondiale. Si Blair et Powell suivent leurs conseils bidonnés, « l'Axe du Bien » est mal barré.

Dividendi

En visite fin janvier au Gabon, le PDG de **Vivendi Environnement**, Henri Proglio, s'est félicité de ce que son groupe « arrivait largement en tête des acteurs internationaux dans les services électricité et eau en Afrique, avec des implantations en Afrique du Sud, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et au Gabon » (*La Lettre du Continent*, 13/02/2003). Autrement dit, la Françafrique a su transformer l'un des principaux corrupteurs français en leader de la « privatisation » des services publics en Afrique. Le contribuable français y a apporté son écot, via les alchimies de « l'annulation » de la dette (en partie transformée en actions des sociétés publiques privatisables). Les usagers africains paieront, eux, les rentes de monopole.

Bon point

– Les principaux responsables des Églises chrétiennes persistent dans leur opposition claire et nette à la « guerre préventive » contre l'Irak. Dans une déclaration commune signée à Berlin le 5 février, ils répètent qu'elle violerait la charte des Nations unies,

qu'elle « ne fera qu'exacerber une haine intense qui renforcera les idéologies extrémistes et généralisera plus d'insécurité et d'instabilité générales », ravivant « les craintes de beaucoup dans le monde musulman qui croient que la soi-disant Chrétienté occidentale est contre leur culture, leur religion et leurs valeurs ».

Fausse notes

– Le 26 septembre 2002, le naufrage du **Joola**, reliant la Casamance à Dakar, a fait au moins 1 863 morts (plus que le Titanic). C'est le chiffre qu'a dû avouer le Premier ministre **sénégalais** Idrissa Seck, alors qu'une « commission d'enquête technique » n'avait admis que 1 200 victimes. Ce naufrage a décimé une génération étudiante casamançaise. Il n'a pas fini de soulever des indignations contre la gestion du pays.

– La Commission de Recours a accordé, le 7 janvier, la qualité de réfugié à un **Rwandais** suspecté de **génocide**. Selon la FIDH, la Ligue des droits de l'Homme, la Cimade et Survie (31/01/2003), cette décision stupéfiante montre une nouvelle fois « l'ambiguïté des pouvoirs publics français », inertes et indifférents face à la présence en France de participants présumés au génocide de 1994.

(Achevé le 23/02/2003)

ILS ONT DIT

Françafrique

- « – Pierre-Luc Séguillon : « Jacques Chirac sur la liste des candidats au Prix Nobel, qu'est-ce que ça vous inspire ? »
- **Omar Bongo** : « C'est bien, oui. Et l'année prochaine, pourquoi pas moi ? Pourquoi pas vous ? »
- PLS : « Je ne suis pas sur la liste. »
- OB : « Pourquoi pas un jour ? On travaille tous pour la paix... » (Sur LCI, le 19/02/2003).

[Et tout travail mérite salaire. Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin ont assuré à leur frère Omar que Paris allait effacer une partie des créances françaises sur le Gabon. Du point de vue de la géopolitique néocoloniale, c'est un jeu d'écritures, puisque le Gabon et la France, c'est la même chose. Pour certains, c'est plus substantiel. Bongo a pris l'habitude de siphonner chaque année plusieurs dizaines de milliards de francs CFA dans « l'indivision » françafricaine. Il commençait à être dans la seringue, coincé entre la montée de l'endettement de son émirat et la baisse de la production pétrolière. L'annulation partielle de la dette lui rend de la marge. Elle ne soulagera guère les maux des Gabonais, en panne de biens publics. Elle allégera par contre les portefeuilles des contribuables français, invités comme de coutume à régler a posteriori le train de vie de la Françafrique.]

« [Djibouti,] qui est presque une ville-État, peut aisément être sécurisé. Faites confiance à nos services spécialisés. » (**Ismaïl Omar GUELLEH**, Président de Djibouti. Interview à *Jeune Afrique/ L'Intelligent*, 02/02/2003).

[Ismaïl Omar Guelleh répondait à une question sur la sécurité des militaires américains, de plus en plus nombreux en son pays. Comme son Président, Djibouti est un État policier. Le juge Bernard Borrel en a subi les conséquences.

Dans un contexte d'incertitudes géopolitiques, Guelleh se rapproche sérieusement des États-Unis. Ceux-ci ont signé fin janvier avec Djibouti, comme ils essaient de le faire avec le plus d'États possible, une convention accordant l'immunité à leurs ressortissants en cas de poursuites entreprises par la Cour pénale internationale (CPI). Guelleh a consenti d'autant plus volontiers à ce cadeau qu'il est réciproque : lui-même et ses amis ne seront pas livrés à la CPI par les Américains.]

« L'Afrique cherche les formes d'une démocratie plus conforme à ses traditions. [...] L'Afrique a besoin d'une phase de démocratie rassembleuse et unanime. » (**Michel ROCARD**, ancien Premier ministre. Article publié dans *Études*, 01/2003).

[L'article n'est pas dénué de considérations judicieuses. Mais quand on sait que Michel Rocard est venu apporter son soutien à Gnassingbe Eyadema, qui broie le Togo depuis quatre décennies, on ne s'étonne pas que des extraits en aient été repris triomphalement par Jean-Paul Pigasse, chantre de Sassou Nguesso, dans Les Dépêches de Brazzaville (27/01/2003). Au titre des « vérités bonnes à dire mais pas toujours à entendre ». Michel Rocard, au mieux avec les émirs de la Françafrique pétrolière, pourrait-il faire entendre à leurs victimes les vertus de leur « démocratie rassembleuse et unanime » ?]

Côte d'Ivoire

« La jeunesse ivoirienne s'organise de plus en plus en petites cellules d'autodéfense et d'autosurveillance afin de venir à tout moment en appui aux forces de l'ordre. » (**Charles Bié GOUDÉ**, « général de la jeunesse » abidjanaise. Cité par *Libération*, 20/02/2003).

[Les mots mêmes reproduisent ceux des concepteurs du génocide rwandais. Simple coïncidence ?]

« [Laurent Gbagbo] est le porte-parole d'un courant du nationalisme révolutionnaire qui a toujours contesté l'alliance stratégique voulue par Houphouët-Boigny avec la France, [...] qui, au lendemain de l'indépendance, s'est opposé à la Françafrique. Cette opposition a été violemment réprimée. [...] La tradition nationaliste ivoirienne a été écrasée pendant plus de trente années d'"houphouétisme" par la lourdeur de la présence française, à la fois économique et politique. [...]

L'exaltation de l'ivoirité vise [...] les étrangers [...] – les immigrés venus en très grand nombre des pays voisins à l'époque houphouétiste – puis, de fil en aiguille, des Ivoiriens qui sont considérés comme moins ivoiriens que d'autres, soit parce qu'ils sont véritablement d'origine étrangère, soit parce qu'ils sont musulmans, donc suspects a priori de ne pas être de vrais Ivoiriens. Cette ivoirité a évidemment un lien avec le nationalisme qui s'oppose à l'ancienne puissance colonisatrice. Ce n'est pas un hasard si les deux historiens, Laurent Gbagbo et Jean-Noël Lokou, qui ont voulu déconstruire le mythe houphouétiste et qui ont critiqué l'alliance avec la France sont aussi ceux qui ont été, dans les années 1990, les porte-parole de l'ivoirité, l'un à la tête du Front populaire ivoirien (FPI), l'autre aux côtés de Konan Bédié, le successeur de Houphouët. [...]

Ce qui est en jeu, [...] c'est [...] des notions extraordinairement modernes : définition de la citoyenneté, attribution du droit de vote, etc. Dans une grande partie de l'Afrique, l'introduction du multipartisme a suscité l'émergence de la revendication de l'autochtonie par rapport aux allogènes. [...] Il est vrai que cette fibre autochtone a été manipulée par les pouvoirs en place, aussi bien au Zaïre de Mobutu qu'au Kenya, au Rwanda ou ailleurs, et interprétée en termes ethniques, ce qui a déclenché les pires massacres, allant jusqu'au génocide. C'est parce que le droit de vote a pris, avec le multipartisme, une importance décisive dans la lutte pour le pouvoir que la revendication de l'ivoirité et la demande d'interdiction de vote pour les étrangers ont fini par dominer le débat politique en Côte d'Ivoire, notamment sous l'impulsion de Gbagbo et de ses partisans. [...]

On ne peut donc pas dire qu'il s'agisse, dans la revendication de l'ivoirité, d'un phénomène régressif vers l'Afrique tribale. [...] De plus, ce sont des intellectuels, des diplômés, des étudiants et des jeunes urbanisés qui sont le fer de lance de l'ivoirité. Tout dans le conflit actuel fait penser à une crise de formation de l'État et de construction d'un espace civique plutôt qu'à une régression. [...]

Les sous-officiers de l'armée ivoirienne qui se sont soulevés en 1999 avaient servi dans le dispositif des Nations unies à Bangui, en Centrafrique. Pendant leur mission, ils avaient beaucoup appris sur le rôle des militaires dans d'autres pays africains mais, à leur retour, ils se sont sentis sous-estimés, mal reconnus, mal traités. [...] La politisation de l'armée ivoirienne est donc un phénomène récent. [...]

On peut se demander si la guerre n'est pas dans l'Afrique d'aujourd'hui un mode de formation et de régulation de l'État, comme elle l'a été en Europe depuis le traité de Westphalie jusqu'en 1945. [...] Ce que revendiquent les protagonistes, [...] c'est le contrôle de l'État dans ses frontières existantes. [...] Au Liberia comme en Sierra Leone, le cadre de l'État, fût-il violent et prédateur, se perpétue. L'État de Charles Taylor, même s'il vit de guerres, de trafics en tout genre, fonctionne. L'économie et le commerce des diamants, du bois, des pavillons de complaisance, prospère. Il y a plus de banques à Monrovia qu'avant la guerre civile. [...]

La guerre civile [...] ressemble [...] à un processus de modernisation et comporte les ingrédients d'une transition démocratique. Encore faut-il que les violences ne pulvérisent pas les mécanismes subtils et très anciens de négociation entre allogènes et autochtones. [...] Un signe encourageant, c'est l'échec, au moins jusqu'à présent, de ceux qui ont tenté d'introduire dans le conflit la donnée religieuse. On sait quel rôle jouent des gens comme le pasteur pentecôtiste qui tient sous son influence à la fois Laurent Gbagbo et son épouse. Cette mouvance néochrétienne propage la haine des musulmans, qui incarnent le Mal à ses yeux, et cherche l'affrontement interreligieux. [...] Mais la société ivoirienne a gardé jusqu'à présent suffisamment d'anticorps pour contenir dans certaines limites l'actuelle folie identitaire. » (**Jean-François BAYART**, directeur de *Critique internationale*, interview au *Nouvel Observateur*, 06/02/2003).

[Le détail des faits est assez peu contestable. Mais nous avons une divergence fondamentale avec Jean-François Bayart, dans la lecture de l'Histoire. Il est question dans cet interview de « modernité », « régression », donc d'un « progrès » (la « transition démocratique » ?). On dirait qu'il y a un sens de l'histoire, et qu'il est forcément "anthropophage" ; que l'État se construit plus ou moins forcément par la guerre civile, comme dans l'histoire européenne ; que la soif de démocratie s'accompagne forcément d'une passion identitaire – laquelle peut aller jusqu'au génocide des "allogènes" par les "autochtones"... Parce que ça s'est passé comme ça dans notre histoire, cela serait en quelque sorte inévitable dans l'histoire de l'Afrique, qui devrait passer par la case du traité de Westphalie.]

Extrapolons un peu : faut-il, parce que la population de l'Europe a été divisée par deux durant la « Peste noire », imaginer froidement que le continent africain puisse connaître la même chose du fait du sida ? Faut-il, parce que l'histoire menée par l'Occident au XX^e siècle a accouché de dizaines de millions de morts en deux guerres mondiales, plus la Shoah, le goulag, etc., accepter avec un regard politologique que tel puisse être le sort du monde au XXI^e siècle ? on touche aux limites de la distanciation scientifique...

Si nous voulons la démocratie, c'est quand même parce que nous croyons, nous espérons, que l'Histoire n'échappe pas totalement, irrémédiablement, à la volonté des êtres humains, des citoyens. Si nous devons voter pour l'histoire du siècle présent, nous ne voterons pas pour la réédition des horreurs du siècle précédent, et nous nous battons de toutes nos forces contre cette perspective. Nous ne voulons pas, par exemple, d'un deuxième Rwanda. Modernité, démocratie, progrès, tout cela n'a pas de sens si c'est au prix des holocaustes que ne cesse de concevoir la « folie identitaire ». Ou plutôt, c'est le refus absolu de la cruauté de l'Histoire qui est moderne et démocratique.

C'est cela la conviction de Survie. Aucune revendication ne peut surpasser ce refus du massacre. Même la si légitime revendication anticoloniale ne peut faire abstraction de cette exigence supérieure, ne peut employer n'importe quelles armes : Mugabe n'a pas employé les mêmes que Mandela, et l'on voit aujourd'hui la différence. Le régime Mugabe ne s'est jamais guéri des massacres commis par le résistant Mugabe. Construire-t-on l'indépendance de l'Afrique sur la « modernité » des événements du Rwanda, du Liberia, de la Sierra Leone ? On y a éprouvé une horreur « moderne ». Mais combien de temps faudra-t-il pour guérir le désastre dans les esprits, jusqu'en ceux des enfants ? Le Liberia, un État ? Plutôt retourner à l'âge de la pierre !

Les « ivoiritaires » sont des intellectuels ? Beaucoup de génocidaires l'étaient aussi, au Rwanda. Il n'y a pas de modernité là-dedans, plutôt des questions angoissantes sur le type d'intellectualité dispensée. Plus l'éternel problème de la « banalité du mal » : un constat qui n'est pas spécialement moderne, un défi lancé à toute conscience.

L'Afrique peut-elle se payer le "luxe" européen d'une Guerre de Cent ans, de nouveaux génocides ? En a-t-elle vraiment besoin ? Méfions-nous de ces « nationalistes » ou ces « révolutionnaires » qui incluent dans leurs stratégies des milliers ou des millions de victimes civiles, ou seulement le risque de tels « dégâts collatéraux ». La plupart du temps, si elles étaient consultées, les futures victimes voteraient contre ce statut de déchet stratégique.

Jean-François Bayart se réjouit de ce que les anticorps de la société ivoirienne ont jusqu'ici résisté à l'instrumentalisation des différences religieuses. Rien n'est plus fragile que ces anticorps : les médias de la haine peuvent les faire sauter en quinze jours. Après, bonjour « la construction d'un espace civique » !]

« Marcoussis est un accord ivoirien, et les Ivoiriens en portent la responsabilité. Pour arriver à sa conclusion, il a fallu beaucoup de patience et de palabres. En ce sens, c'est un accord africain [...]. À Marcoussis, j'ai vu qu'il était possible que les Ivoiriens s'entendent pour préserver l'unité de leur pays et reconstruire une cohabitation civile, fracturée par d'innombrables erreurs politiques cumulées.

Le choix de Marcoussis a été de ne donner raison à personne, mais d'écouter les raisons de tous. [...] Tout a été abordé. C'est pour quoi, quoi qu'il advienne, le contenu et l'esprit de l'accord de Marcoussis restera incontournable..

Mais, pour arriver à la paix, il faut partager le pouvoir. C'est une autre responsabilité entièrement ivoirienne. [...] Tout remettre en discussion maintenant amènerait la dissolution des efforts accomplis et la reprise de la guerre. [...]

Un compromis est toujours difficile à accepter ; le partage du pouvoir aussi. Mais c'est la seule voie pour éviter une guerre qui, "mère de toutes les pauvretés", ferait perdre tout à tout le monde. Et qui repasserait forcément un jour ou l'autre par une négociation, encore plus difficile et moins avantageuse pour tous. » (**Mario GIRO**, responsable des relations internationales de la communauté Sant'Egidio, observateur à Marcoussis. In *La Croix*, 03/02/2003).

[La communauté Sant'Egidio a joué un rôle important dans plusieurs négociations de paix. Au Mozambique, par exemple. Les Mozambicains savent tout le poids de souffrances du dernier paragraphe.]

Mondialisation

« J'ai milité toute ma vie contre la peine de mort. Mais je plaiderais volontiers pour qu'un tribunal décide de la mort d'une entreprise qui a causé la mort d'êtres humains. » (**Peter WEISS**, vice-président du Centre de droit constitutionnel, à Porto Alegre. Cité par *Libération* du 28/01/2003).

[Peter Weiss résumait ainsi les débats qui, lors du Forum social mondial, ont préconisé la création d'un Tribunal international pour les crimes économiques et sociaux. L'incrimination des entreprises coupables de tels forfaits est désormais un objectif majeur des associations de

défense des droits de l'Homme. Pionnière en la matière, l'association Sherpa créée par William Bourdon a été l'une des animatrices de ce "chantier".]

« C'est la tâche dure et exigeante, c'est l'honneur du **FMI**, même si ce n'est pas une institution de développement, de répondre aux cris des pauvres. Les cris des pauvres ! » (**Michel CAMDESSUS**, Directeur général du FMI, dans son discours d'adieu du 28/09/1999. Cité par *Bretton Woods Update*, 01/2003).

[*Bretton Woods Update fait observer que, sur les 2 600 cadres du FMI, il n'y a qu'un seul spécialiste des questions de pauvreté...*].

« Samedi [15 février], nous avons VRAIMENT fait l'Histoire. Ce qui s'est passé n'a pas de précédent, [... c'est] la première manifestation planétaire en simultané de l'histoire de l'humanité : [... la **manifestation contre la guerre de Bush**,] lancée par le Forum social européen et relancée par le Forum social mondial. Est-ce qu'il y a encore quelqu'un qui a le courage de les définir (ou de se définir, hélas !) comme "no global" ? ! [...]

La manifestation de samedi a été la plus grande de tous les temps au niveau mondial. Le Parti communiste chinois, peut-être, a rassemblé des foules plus nombreuses, mais il s'agissait d'événements peu spontanés, d'une rigide chorégraphie gouvernementale, qui, donc, ne comptent pas.

Depuis la journée de samedi, c'est un sens nouveau, aveuglant, qu'a acquis le slogan des "médiactivistes" du monde entier : "*Don't hate the media, become the media*" (Ne haïssez pas les **médias**, devenez les médias). Oui, parce qu'à partir d'aujourd'hui, c'est officiel, les médias, c'est nous, et je veux dire "nous tous" : qu'est-ce que peut la mesquine, la malveillante *disinfomazja* d'un régime contre [...] le bouche-à-oreille joyeux de trois millions et demi de personnes à Rome et de dizaines de millions de personnes dans le reste du monde [*une dizaine serait plus proche de la réalité, et déjà sans précédent*] ?

Durant ces trois dernières années de luttes, la chose est apparue toujours plus évidente, mais aujourd'hui, elle saute aux yeux et aux oreilles : notre communication peut tranquillement se passer de l'information officielle, télévisive, pyramidale. Dans le cours des décennies, en travaillant parfois dans l'invisibilité, les mouvements se sont dotés de réseaux et d'instruments de langage qui permettent de communiquer "au-dessous, autour et au-delà" des médias officiels, en longeant les bords de ce trou noir du sens dans lequel se noient les "majorités silencieuses", qui ne sont plus des majorités.

Surtout, les mouvements se sont dotés d'un imaginaire qui ne paye plus son écot au défaitisme, qui construit une communauté et sait représenter le point de vue de la planète. Les fameuses "cent fleurs" dont on souhaitait l'éclosion sont déjà là, sur la prairie du monde du Net, des radios, des télés de rue, des canaux satellitaires, des fanzines, de la presse indépendante, mais surtout, les récits, la mythopoésie, le bouche-à-oreille. La grand narration qu'ils nous apportent est celle-là : les mouvements des mouvements sont la vraie globalisation. Ce message déstabilise complètement ceux qui, à gauche aussi, pensent encore en terme de "petites patries" (littérales et/ou métaphoriques) ou pensent que les mouvements sont des alliances couper-coller entre tendances politiques.

Le nouveau sens du slogan "Ne haïssez pas les médias, devenez les médias", est aussi : ne nous vouons pas trop aux jérémiades sur l'information officielle, [...] l'envahissement du berlusconisme, etc. Cessons de nous couvrir la tête de cendres. [...] La question [...] m'a été posée plusieurs fois durant des voyages à l'étranger : "*Comment se fait-il qu'en Italie il y ait les mouvements les plus forts, les plus créatifs et les plus influents alors que, dit-on, toute l'information est entre les mains de Berlusconi ?*" Je me suis chaque fois efforcé d'expliquer que Berlusconi a seulement planté un petit drapeau sur la pointe de l'iceberg de l'information, il n'a aucun contrôle sur ce qu'il y a sous l'eau, c'est-à-dire ce qui va entrer en collision avec sa domination [...]. C'est le gouvernement de Berlusconi qui est encerclé, isolé, désorienté, sûrement pas nous. [...]

Après le débat à l'ONU de vendredi dernier et la manifestation mondiale du lendemain, le même isolement est infligé à George W. Bush, à son administration psychopathe et à ses laquais de par le monde, même si leurs projets de guerre sont loin d'être bloqués. Trois ans et plus de renaissance des mouvements ont influencé les opinions publiques d'Europe, ont décrété que le libéralisme et la guerre ne sont plus à la mode, ont commencé à construire un nouvel "espace public européen" qui n'est plus l'Europe libérale et vassale de Maastricht et des guerres humanitaires. Voilà ce que j'ai vu samedi, témoin et protagoniste d'une véritable et festive invasion : la construction d'un nouvel espace public, d'une sphère publique non-étatique, de la part de la multitude. Il faut continuer à bouger, communiquer, alimenter le bouche-à-oreille, pour que toujours plus de monde s'en aperçoive. » (**WU MING 1, alias Roberto BUI**. Wu ming – « anonyme » en chinois – est un collectif d'écrivains italiens créé en janvier 2000. Texte diffusé le 16/02/2003 via Internet).

[*Le traducteur (SQ), qui était aussi à Rome le 15 février, ajoute un commentaire pertinent : « Conscient d'avoir participé à la plus grande manif (et à une des plus joyeuses) de ma vie, je ne partage pas [...] tout à fait l'optimisme de Wu Ming 1 pour deux raisons :*

1. Comme il le dit lui-même, les projets de guerre "*sont encore loin d'être bloqués*". La guerre qui vient et ses suites imprévisibles peuvent soit faire enfler le mouvement antiguerre avec des conséquences incalculables pour les maîtres du monde, soit déclencher des affrontements barbares au sein desquels les multitudes n'auront rien à choisir, et seront soumises à la logique assassine : "avec nous ou contre nous".
2. Il n'est pas sûr que l'influence de la vieille politique [...] ne pèse pas encore lourdement sur les mouvements : la figure baroque de Chirac-le-ripoux devenu emblème de la résistance anti-impérialiste ne doit pas seulement nous faire rigoler, mais aussi réfléchir aux positions à défendre dans le mouvement antiguerre.

Une chose est sûre : l'Histoire, notre histoire, n'est pas déjà écrite. À nous de ne pas la laisser écrire par les actuels maîtres du monde, et pas non plus par leurs aspirants remplaçants, qui pourraient surgir de partout, jusque dans le sein même du mouvement antiguerre. »

Wu Ming anticipe sûrement, mais c'est stimulant. S'il est vrai que les grands médias jouent de moins en moins leur rôle de contre-pouvoir, il est clair aussi que les citoyens apprennent à s'en passer, à communiquer autrement, à tisser des solidarités inédites. Mais quel chantier !

Santé

« **Projet d'instruction des activités de l'industrie pharmaceutique à l'occasion du prochain Forum social mondial (janvier 2004).**

[...] L'objectif est de faire l'économie politique de l'industrie pharmaceutique, c'est-à-dire de montrer comment la recherche du profit conduit au délabrement de la santé publique dans le monde. Rappelons simplement ici quelques uns des traits de cette industrie que l'instruction documentera.

1. Des prix des médicaments brevetés 20 à 40 fois plus élevés que ceux de médicaments qui ne le sont pas, privant les malades défavorisés de l'accès aux médicaments et conduisant progressivement à la ruine des systèmes collectifs de soins dans les pays industriels eux-mêmes.

En février 2001, le gouvernement américain a déposé une plainte contre le Brésil devant l'OMC. Le Brésil avait utilisé une clause des Accords sur les droits de propriété intellectuelle liés au commerce (Adpic) lui permettant d'accorder à ses producteurs

une licence de production de médicaments protégés par un brevet. Les médicaments pour les séropositifs coûtent 600 \$ par an au Brésil contre 10 000 à 15 000 \$ dans les pays industriels. Au cours de l'année 2000, un distributeur **ghanéen** de médicaments, Healthcare avait acheté un lot de Duovir (la version générique du Combivir de Glaxo Wellcome, le premier laboratoire mondial), à Cipla, une entreprise indienne spécialisée dans la production de génériques. Cipla fournit le médicament pour 1,74 dollar par jour, soient 600 dollars par an, quelques pour cents du prix pratiqué par Glaxo. Pour Glaxo, ces importations transgressent son brevet. Devant la menace de procès, Cipla interrompt ses livraisons. Les médicaments livrés restent en stock. Les malades meurent. Pourtant, le brevet de Glaxo n'est pas valable au Ghana.

2. Une industrie de marketing. Pour profiter du monopole que procure le brevet, les industriels de la pharmacie mènent une politique de contrôle des "prescripteurs", c'est-à-dire des médecins. Les dépenses de marketing représentent en moyenne le tiers du chiffre d'affaire de l'industrie pharmaceutique, [... *soit en France*] plus de 50 milliards de francs, [...] de quoi financer en Afrique les médicaments de base et l'infrastructure simple permettant de les distribuer. [...] Dans les pays industriels, cette industrie de marketing creuse le déficit des systèmes de sécurité sociale et dans le tiers monde, elle prive des milliards de personnes de l'accès aux médicaments de base.

3. Une recherche au service de la maximisation des profits, pas des soins des malades. [...] Les dépenses de recherche qui sont censées justifier le prix élevé des médicaments relèvent pour l'essentiel du marketing. Le Combivir est un cas d'école. Le Combivir combine deux molécules, l'AZT et le 3TC. Les ventes totales de ces deux molécules sont de 1,1 milliard de dollars. L'AZT, découvert par le National Cancer Institute – la recherche publique – au début des années 60 s'était révélé peu efficace contre le cancer. En 1987, avec la montée de l'épidémie de **sida**, Glaxo s'intéresse à l'AZT. Il le fait tester en même temps que d'autres molécules par le NCI qui a mis au point les méthodes de criblage de médicaments anti-sida. Glaxo dépose en même temps un brevet sur l'AZT comme médicament anti-sida. Et lorsque les tests du NCI se révèlent prometteurs, il devient "l'inventeur" du premier médicament anti-sida. Brevet aidant, il en fait l'un des médicaments les plus coûteux jamais vendu.

Ainsi, de bons avocats valent-ils mieux que de bons chercheurs. Une étude de l'Office of Technology Assessment du Congrès des États-Unis [...] confirme que la recherche des grands labos est d'abord celle du profit. Sur plusieurs centaines de nouveaux médicaments étudiés par l'OTA, trois seulement apportent un plus. Ces trois molécules ont été trouvées par la recherche publique. Bien entendu, il faudra documenter l'abandon des recherches sur les maladies "orphelines" et sur les grandes endémies qui touchent les pays du tiers-monde, dont le marché n'est pas rentable.

4. Surconsommation médicale dans les pays riches. [...]

5. Des orientations de recherche perverses. Les découvertes annoncées à grand fracas des gènes du cancer, de l'obésité, de la fidélité, de la schizophrénie, du sport, de la jeunesse, de l'intelligence, de l'homosexualité, etc. ont pour fonction de diffuser un paradigme médical nouveau, en réalité une nouvelle idéologie médicale : celui de la maladie génétique. Ce paradigme ouvre des perspectives inouïes : [...] l'avènement d'une humanité de handicapés génétiques, l'extension du marché de la maladie à toutes les personnes bien portantes, et à terme l'éclatement de tout système socialisé de soins.

6. Le contrôle de l'enseignement médical et de la formation continue des médecins. [...]

7. L'imposture de l'extension du brevet au vivant. Rappelons que dans le cadre de l'**OMC** et des accords sur la soi disant "propriété intellectuelle", on s'achemine vers le brevet des gènes, c'est-à-dire un renforcement du brevet sur le médicament, puisque les gènes seront, paraît-il, la source des médicaments de demain. [...]

Le document produit à l'issue de l'instruction permettrait de réduire à néant la propagande compassionnelle du complexe médico-industriel et, par conséquent, d'ouvrir un espace politique permettant de reprendre un contrôle démocratique du système de santé. En particulier, ce travail pourrait à terme déboucher sur la mise en place d'un service public mondial de santé dont un volet essentiel serait le remplacement des labos privés par un service public de recherche et de production de médicaments. » (**Jean-Pierre BERLAN**, directeur de recherche à l'INRA, membre du Conseil scientifique d'Attac).

[Cette contestation radicale des formes de racket autorisées par des pratiques monopolistiques (lesquelles devraient normalement renvoyer à des exigences de service public) est un renfort indispensable aux campagnes en faveur de la fourniture des médicaments essentiels – un peu comme la démonstration de la nullité juridique de la plupart des dettes du Tiers-monde conforte les campagnes pour l'annulation de la dette.

*La mobilisation en faveur des malades du **sida** (un des thèmes abordés lors de « l'autre sommet pour l'Afrique ») ne suffit pas encore à ébranler le conglomérat des grandes firmes pharmaceutiques occidentales et des gouvernements soumis à leur formidable lobby. Comme l'ont souligné dans leur communiqué Act Up, le CRID, Sidaction, France Libertés, le GRDR, Médecins du monde et le Planning familial, les trop maigres contributions versées « au Fonds mondial contre le sida, le paludisme et la tuberculose ne permettront la mise sous traitement que de 500 000 personnes d'ici 5 ans, quand 10 millions de séropositifs ont besoin dès maintenant de tri-thérapies ».*

*Par ailleurs, **Aventis** (issu de la fusion de Rhône-Poulenc et Hoechst) s'apprête à supprimer plus de mille emplois sur son site de recherche de Romainville, au nord de Paris... malgré un bénéfice net de plus de 2 milliards d'euros en 2002 ! Serait ainsi détruit le deuxième centre de recherche pharmaceutique français. Seraient stoppés des travaux sur des maladies qui font plusieurs millions de morts par an...*

Les salariés proposent de créer en lieu et place un « pharma-pôle » de recherches, tant publiques que privées, sur les maladies négligées par les multinationales de la pharmacie. Le projet est remarquable, il suscite beaucoup d'intérêt... mais contredit trop directement les stratégies énoncées ci-dessus pour espérer un accord spontané d'Aventis.]

Justice

« À la différence des trafiquants de stupéfiants ou des proxénètes, qui ne peuvent pas susciter des campagnes d'opinion destinées à les présenter comme les innocentes victimes de l'acharnement du système judiciaire, les délinquants financiers, eux, ont les moyens de mettre sur pied une véritable propagande à leur profit, et ne s'en privent pas. Le microcosme politico-économique [...] tente de convaincre les citoyens que seule la délinquance de rue mérite d'être pourchassée par la police et la justice, [...] de la nécessité de réformer une fois de plus la procédure pénale pour recentrer les juges sur la délinquance au quotidien plutôt que sur les flux internationaux d'argent sale.

[... *En dépit des discours*], on n'a pas créé de **pôle financier**. [...] Toujours pas d'officiers de police rattachés [...], aucun outil informatique fiable [...]. La lourde machine judiciaire, engluée dans un formalisme d'un autre âge, paraît bien inoffensive aux délinquants financiers qui font faire le tour du monde à leur butin en quelques clics de souris.

Les grands vainqueurs de la période qui s'achève ne sont pas les juges, mais les avocats. [...] Comment geler un dossier pendant deux ans ? Les juristes les moins chevronnés connaissent par cœur cette recette infallible : il suffit de déposer une requête en nullité juste après avoir reçu l'avis de fin d'information, puis de former un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la chambre d'instruction. On pourrait multiplier les exemples de ces astuces [...]. L'urgence n'est pas de démanteler le pôle

financier, mais bien de le renforcer. » (**Valéry TURCEY**, ancien président de l'Union syndicale des magistrats, majoritaire et plutôt classée à droite. *Rebonds* in *Libération* du 03/02/2003).

À FLEUR DE PRESSE

Françafrique

Les Dépêches de Brazzaville, *Quand TotalFinaElf brade l'héritage du Général de Gaulle*, 09/02/2003 (Jean-Paul PIGASSE) : « L'article que l'hebdomadaire français *Le Point* consacre cette semaine aux démêlés du groupe pétrolier français avec l'État congolais fait apparaître au grand jour l'ampleur d'un différend que les dirigeants de *TFE* s'efforçaient jusqu'à présent de minimiser, sinon même d'occulter purement et simplement. [...]

Lorsque la guerre civile a pris fin au Congo le 15 octobre 1997, le président Denis Sassou Nguesso pria le groupe *Elf* de régler les contentieux nés de la gestion chaotique de l'ancien président Pascal Lissouba dans le domaine pétrolier. Considérant à juste titre que la compagnie française avait encouragé pendant cinq longues années les pratiques criminelles de ce dernier, il demanda réparation des dommages causés à l'économie congolaise. [...] Au total, il réclamait pour son pays quelque 500 millions de dollars de dédommagement. [...]

Les dirigeants d'*Elf* [...], puis de *TotalFinaElf* [...] ont "joué la montre" en faisant durer le plus possible les discussions. Et au moment où un accord était en vue, il y a quelques semaines, ils ont brusquement fait volte-face en présentant des contre-propositions inacceptables. Ce qui a conduit le Conseil des ministres congolais à décider, le 10 janvier, de faire retomber dans le domaine public les permis de recherche en haute mer, puis, le 1^{er} février, à convoquer le Parlement en session extraordinaire pour examiner les demandes du groupe *TFE* concernant les gisements de Moho, Bilondo et Nsoko. Deux mesures qui indiquent clairement la volonté des autorités congolaises de gérer à l'avenir les ressources pétrolières du pays dans des conditions normales, comme l'exigent les institutions financières internationales.

Si le différend prend aujourd'hui les dimensions d'une affaire d'État, c'est que l'attitude de la compagnie pétrolière menace directement les intérêts stratégiques de la France. Survenant alors qu'*Elf* s'est montrée incapable de saisir les opportunités s'offrant en Guinée Équatoriale, que les positions de la compagnie au Gabon sont menacées par l'épuisement prévisible des gisements offshore du pays et que les développements de l'affaire Falcone fragilisent sa présence en Angola, la brouille avec le Congo fait peser sur elle la menace d'une éviction prochaine du Golfe de Guinée. Une éviction qui, bien évidemment, ferait peser une menace majeure sur les approvisionnements énergétiques de la France, autrement dit son indépendance.

Ce qui se joue dans cette affaire n'est en définitive pas autre chose que l'héritage du Général de Gaulle. Le général de Gaulle qui avait su, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, imprimer à la France l'élan lui permettant de trouver ailleurs dans le monde, en particulier dans le Golfe de Guinée, les ressources pétrolières dont la perte du Sahara la privait. Le général de Gaulle qui doit se retourner dans sa tombe. »

[Il est amusant de voir le propagandiste du régime de Brazzaville prendre tellement à cœur les intérêts stratégiques de la France, tout en faisant mine d'honorer le nationalisme ombrageux du Président congolais. Comme nous l'avons expliqué dans nos Salves, il s'agit, sous des dehors grandiloquents, d'un moment de chantage très classique. Ce qui l'est moins, c'est le contexte : il y a un vrai tirage dans la relation Paris-Brazza. L'agacement de Sassou correspond chez certains, à Paris, à un agacement réciproque envers l'ensemble des méthodes sassouistes. S'il ne reste plus à Sassou que le secours des mânes du Général, c'est que le cercle de ses supporters et obligés parisiens commence à se rétrécir dangereusement.]

La Lettre du Continent, *Euphorie dans les sociétés de sécurité*, 13/02/2003 : « [Les évacuations de Français de Côte d'Ivoire ont] été du pain béni pour la poignée de **sociétés de sécurité** privées françaises qui travaillent sur l'Afrique. La plus "visible", Geos, [... a pour] figure de proue le général Jean Heinrich, ancien patron de la DRM (Direction du renseignement militaire) [...] Également très sollicitée, [...] la société Sécurité sans frontières (SSF) [... a pour] directeur des opérations Thierry Pujol, ancien responsable du service action de la DGSE. Selon nos informations, le général à la retraite Pierre Costedoat, ancien directeur des opérations du service action de la DGSE [...] et directeur de Saint-Cyr Coëtquidan, va rejoindre SSF comme conseiller du président. [...] Consulting Crisis [...] bénéficie des conseils d'un ancien patron de la DGSE. »

[On ne quitte jamais vraiment la DGSE. Jean Heinrich y a été un haut responsable avant de passer à la DRM. On peut en déduire que les sociétés de sécurité française sont très proches des Services français – comme les américaines sont très proches des Services US et du Pentagone. Le projet de loi contre le mercenariat voté par le Sénat le 6 février, et bientôt par l'Assemblée, ne portera pas atteinte au développement de ces sociétés sensibles.]

Le Canard enchaîné, *Un juge infréquentable mais bien en cour*, 19/02/2003 (Hervé LIFFRAN) : « Certains magistrats ont bien rigolé en découvrant dans *Le Monde* que le ministre de la Justice assurait avoir "tout ignoré des agissements" du premier substitut du parquet de Bobigny, Jean-Louis Voirain. Mis en examen pour corruption, trafic d'influence, blanchiment et recel, ce magistrat a été écroué à la demande de la juge Isabelle Prévost-Deprez. Mais ça fait belle lurette que les écarts de Jean-Louis Voirain étaient connus de ses supérieurs hiérarchiques. [...]

En octobre 1999, un imprimeur soupçonné dans l'affaire de la Mnef avait raconté à deux juges parisiens qu'un de ses complices était protégé, moyennant finance, par le substitut Voirain. [...] Voirain avait avoué fréquenter le malfrat et lui fournir consultations juridiques et coups de piston.

Le parquet général de Paris confirme que le procès-verbal de cette audition a bien été envoyé au ministère. Mais cet épisode n'a pas nui à la carrière de Voirain. Au contraire. Perben a proposé cet automne sa nomination au poste prestigieux d'avocat général à Paris. Heureusement, le Conseil supérieur de la magistrature [...] a mis son veto à cette promotion.

Nommé chevalier de la Légion d'honneur sur le contingent de l'Élysée, en janvier 2002, Voirain n'avait que des amis à droite. Secrétaire général du syndicat APM, où se retrouvait la fine fleur des magistrats RPR, Voirain avait participé, en 1999, à une curieuse expédition au Gabon. Une équipe de juristes, dont des proches de Chirac comme les avocats Francis Szpiner et Robert Bourgi, avait fait le voyage à Libreville pour cautionner la réélection du président Omar Bongo. [...] Voirain n'hésitait pas à venir au tribunal au volant d'une Mercedes prêtée par des amis pas très fréquentables. »

[Si nous citons cette histoire d'impunité ordinaire, "sanctionnée" par une Légion d'honneur sur contingent élyséen, ce n'est pas seulement à cause de l'expédition rocambolesque à Libreville, si caricaturalement françafricaine (cf. Billets n° 66). C'est le parquet de Bobigny qui a classé sans suite le dossier très troublant d'un chirurgien français probablement empoisonné en Guinée Équatoriale, Gérard Desgranges. Pourtant, une autopsie du corps rapatrié, demandée par la famille, évoquait « une intoxication médicamenteuse aiguë » (cf. Billets n° 16 et 24). L'affaire des coopérants assassins en Guinée équatoriale est, comme on dit, un « dossier chaud ». Refroidi à Bobigny.]

Notons encore que, prévenu de la perquisition de la juge, Voirain a eu le temps de brûler son agenda et "planter" son disque dur.]

Guerre

Le Canard enchaîné, *La guerre ? Servez show !*, 29/01/2003 (Bernard THOMAS) : « [Le livre d'Éric Laurent, *La guerre des Bush*, chez Plon, fournit un scoop] sur l'origine de la fortune des Bush. [...] Le grand-père, Prescott, a conquis ses premiers gros dollars comme associé de Thyssen, le banquier privé d'Hitler. Sa spécialité : faire tourner les mines de zinc de Pologne et d'Allemagne exploitées par des prisonniers de guerre et racheter des entreprises nazies. Il a même eu des ennuis vers 1945. George, le papa, se serait, lui, associé avec un certain Khalid Bin Mahfouz, patron d'une banque, la BCCI, par où transitaient les bénéfices de la mafia, du cartel de Medellín, du trafic d'opium. Ces gens-là auraient largement dépanné George Double lou chaque fois qu'il a eu des revers, c'est-à-dire souvent. La famille Ben Laden est là, omniprésente. »

[Le conditionnel n'est pas nécessaire : en 1987, des partenaires financiers de Bin Mahfouz ont investi dans la société pétrolière Harken, alors dirigée par... George W. Bush (Le Journal du Dimanche, 23/09/2001). La riche famille Ben Laden est financièrement liée à Bin Mahfouz. À la question : "S'il s'agit de faire de l'argent, existe-t-il, chez certaines dynasties, une catégorie de crimes dont il faille se dissocier ?", la réponse est : "Non." C'est ce qui en a fait des dynasties.]

Mondialisation

Le Canard enchaîné, *Les "voyous des mers" sévissent aussi à terre*, 19/02/2003 (Jean-François JULLIARD) : « L'industrie pétrolière ne sait plus que faire de ses déchets. Chaque année, une centaine de millions de tonnes de pétrole sont raffinées dans les complexes de Fos, de Dunkerque et du Havre. Or [...] ces usines [...] ne parviennent pas à transformer ce qui reste après distillation : un résidu presque solide et saturé de métaux lourds très toxiques. Ce reliquat représente presque 10 % du volume raffiné. Soit une dizaine de millions de résidus noirâtres.

Qu'en fait-on ? Une partie [...], après des voyages parfois compliqués, est acheminée, par mer, vers des contrées défavorisées [...] – Cuba, Syrie, Liban, **Afrique de l'Est**, Inde et Asie du Sud-Est – [qui] utilisent ces résidus comme combustibles pour leurs centrales électriques. Lesquelles ne sont pas soumises, comme en Europe, à de sévères restrictions sur les rejets polluants.

La demande est réelle : une grosse centrale thermique peut brûler, en une heure, jusqu'à 500 tonnes de ces fonds de cuve. Il y a donc un vaste marché pour ce carburant du pauvre : [...] il peut se vendre autour de 70 dollars la tonne. Pour acheminer ces dangereux déchets combustibles, il faut des bateaux, qui parfois sont en mauvais état et font naufrage. »

ÉCOUTER

Drop the Debt [annulons la dette], Say it loud, Harmonia mundi.

Unis dans une même indignation, plus de vingt groupes et de cent musiciens (dont Tiken Jah Fakoly, Lenine, Lokua Kanza, Cesaria Evora, Sally Nyolo, Chico Cesar, les Fabulous Trobadors, Massilia Sound System...) ont enregistré 16 titres inédits contre la dette du Tiers-monde, son caractère odieux, ses victimes innombrables. Au profit des campagnes pour l'annulation de la dette menées par un ensemble d'associations. Le concert que quatre de ces groupes ont donné le 18 février au Cabaret sauvage, à La Villette – en prélude à « l'autre sommet pour l'Afrique » –, fut un moment inoubliable. Tant de grâce, d'humour, de dignité, de tonicité... Le millier de spectateurs en a été transcendé.